a Creuse

 N° 75 > mars / avril / mai 2019



DOSSIER

• Budget 2019



DOSSIER SPECIAL

Actions, priorités

INFRASTRUCTURES

 Les travaux routiers 2019

NUMERIQUE

• La Fibre, bientôt chez vous!

SOLIDARITES

- Vers un département 100% inclusion
- Des mesures en faveur des aides à domicile

TERRITOIRES

- Assises Nationales Santé **Secours et Territoires**
- Des projets à l'aérodrome de Lépaud
- La Creuse dans le métro parisien

23

COLLECTIVITE

 Mutualiser les moyens du Département

ENVIRONNEMENT

• Eau et assainissement: un soutien aux collectivités



SPORT

• La Creuse, Terre de jeux 2024

CULTURE

 Vos rendezvous avec le Département



• Les coups de cœur de la Direction de la lecture publique et du Patrimoine

TRIBUNE LIBRE

 L'expression des groupes

a Creuse

Numéro de mars / avril / mai 2019

Magazine édité par le Conseil départemental Hôtel du Département - BP 250 23011 GUERET Cedex Tél.: +33 (0) 5 44 30 23 23

Site internet : www.creuse.fr

Dépôt légal: à parution - ISSN 1632-9864

La réalisation de ce numéro du «Magazine de la Creuse»

a coûté 0,14 € par habitant

Directeur de la publication : Valérie SIMONET

Responsable de la rédaction : Béatrice BOUDARD

Textes: Mélanie HEURTEAU / Pauline RAPINAT / XXI Communication 03100 Montluçon / Direction de la lecture publique + Service Patrimoine et paysages (Coups de cœur)

Crédits photos / illustrations : F. LAMAIRE, CD23, M. TIJERAS, CRT Nouvelle-Aquitaine, Pixabay

Maquette : Lydie VIALATOU Réalisation : Florentine LAMAIRE

Impression : Fabrègue Imprimeur 87500 SAINT-YRIEIX-LA-PERCHE

Tirage: 61.000 exemplaires



Papier 100% recyclé



CONSULTEZ SUR INTERNET

le Magazine de la Creuse

Retrouvez le magazine départemental en ligne sur www.creuse.fr + f + v

Défi budgétaire relevé, capacité d'investissement enclenchée!

Après 3 exercices budgétaires préparés et mis en œuvre par notre majorité, c'est un vrai satisfecit que de présenter un budget 2019 à un niveau quasi historique de 226 M€, en hausse de 7,8%.

Après avoir effacé en 2015 un déficit de gestion et honoré les engagements et dettes antérieures, nous avons dû faire face aux baisses des dotations de l'Etat, à l'alourdissement des restes à charge des allocations individuelles de solidarités et enfin, à une quasi tutelle de l'Etat sur nos dépenses de fonctionnement.

Avec un suivi budgétaire rigoureux conjugué à des efforts de gestion conséquents, ce budget 2019 nous donne la capacité financière de poursuivre et d'amplifier la mise en place de projets structurants attendus par tous les creusois.



2019 nous semble le temps d'établir un premier bilan à mi-mandat que vous pourrez découvrir dans cette édition, retraçant nos principales actions, prémices de nouvelles perspectives responsables et volontaristes pour notre département.

Avec une large part consacrée à l'investissement soit 41,22 M€ (+16,8%), ce budget permet à notre collectivité d'être ambitieuse pour notre territoire et toujours aussi attentive envers les plus fragiles.

Ambitieuse, avec 1,4 M€ supplémentaire pour les travaux dans les collèges, la voirie départementale avec la dernière phase de La Seiglière, 1 M€ de plus pour les pompiers, les programmes eau-assainissement des communes et surtout le déploiement du très haut débit...

Attentive, puisque 105 M€ seront consacrés à la prévention médico-sociale et à l'action sociale (+1,5 % par rapport à 2018) afin de faire face aux besoins croissants des personnes âgées dépendantes en EHPAD ou à domicile, aux prises en charge des enfants, des familles, des publics RSA,...

2019 dessine un nouvel avenir pour notre Département, avec tant de défis devant nous : maîtrise budgétaire, soutenabilité des dépenses sociales, réponses au vieillissement de la population, transition écologique, gestion de la ressource en eau, transformation numérique, développement équilibré des territoires...

Il s'agit, cependant, de rester vigilants sur le plan financier pour atteindre tous nos objectifs : au sein des Départements de France, aux côtés de mes collègues du Massif Central, j'ai fait entendre les difficultés de la Creuse et nos différences. Nous avons obtenu un soutien de 5,9 M€. Vous avez ma promesse d'engager ces moyens supplémentaires uniquement dans des projets d'investissement indispensables à l'aménagement de nos territoires...

Nous serons présents au premier rang des volontaires, proactifs face aux enjeux de développement : Service National Universel, Stratégie de lutte contre la pauvreté et le retour à l'emploi, mise en œuvre du Plan Particulier pour la Creuse, e-inclusif, appel à projet Massif Central pour améliorer l'attractivité de notre territoire...

En pleine légitimité démocratique, le Conseil départemental de la Creuse est prêt à faire son New Deal pour servir la République, et satisfaire ses citoyens-usagers.

Valérie SIMONET

2019, un budget à un niveau historique

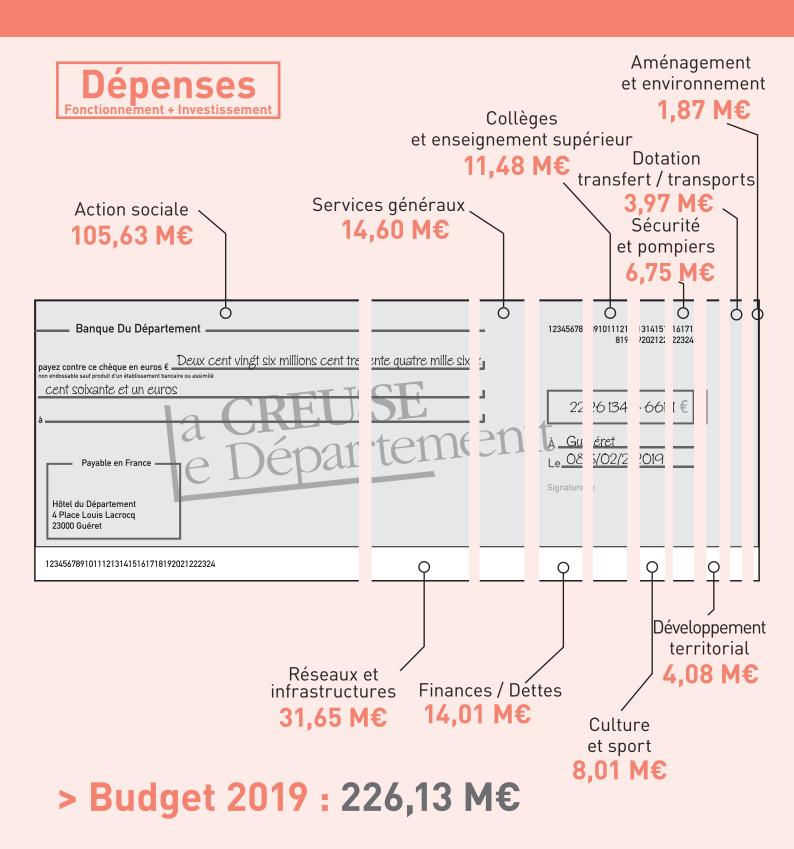
Grâce à des efforts intenses et soutenus, 2019 annonce un avenir plus serein, avec un budget qui augmente de 16,31 M€, passant de 209,82 M€ en 2018 à 226,13 M€ cette année, soit une hausse de 7,8 %.

Un budget ambitieux pour le développement de notre territoire, un budget attentif envers les personnes les plus fragiles.





Un budget 2019 à un



NOUS N'AUGMENTONS PAS LE TAUX DÉPARTEMENTAL DE TAXE FONCIÈRE

niveau historique





Gérard GAUDIN 1er Vice-président, chargé du budget et de l'administration

générale

« 226,13 M€ pour le budget 2019, c'est un niveau historique avec une augmentation de 16,3 M€ par rapport à 2018. C'est aussi 5,91 M€ de plus en investissement pour poursuivre et réaliser les projets qu'attendent les Creusois : routes, Très Haut Débit, travaux dans les collèges... »

Ce que le Département

5,95 M€



DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ENVIRONNEMENT

- **700 000 €** d'aides aux exploitations via les structures agricoles
- 375 000 € de dotation au Laboratoire d'analyses pour ses missions de service public
- •950 000 € en faveur de Creuse Tourisme pour le développement touristique
- 130 000 € en soutien à la politique de randonnée

6,725 M€



SECURITE - POMPIERS

- 6 M€ dédiés au fonctionnement du Service Départemental d'Incendie et de Secours
- 725 000 € d'aides à **l'investissement** pour renouveler les véhicules et réaliser des travaux dans les casernes

8,01 M€



ACTIVITES ARTISTIQUES, CULTURELLES

ET SPORTIVES - PATRIMOINE

- 1,725 M€ pour le Conservatoire Départemental Emile Goué
- 702 000 € pour la Cité Internationale de la Tapisserie
- 436 000 € de subventions en faveur des Centres Culturels Yves Furet et Jean-Lurçat, de La Guérétoise de spectacle, de la Scène Nationale...
- 316 000 € d'aides aux communes pour la préservation du patrimoine
- 538 000 € pour accompagner les sportifs et le sport au collège

Avant l'adoption du budget, réunion de la 1ère commission

Le Conseil départemental compte 5 commissions spécialisées dans lesquelles siègent des conseillers départementaux. Jérémie Sauty, conseiller départemental d'Auzances, préside la 1ère commission dédiée à l'administration générale, au personnel et aux finances, qui examine préalablement les dossiers soumis à l'examen de l'Assemblée départementale afin de préparer les débats des séances plénières.



fait pour vous

11,48 M€



COLLEGES ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

- 7,61 M€ consacrés au fonctionnement des collèges et à la restauration scolaire
- 139 000 € pour le site guérétois de l'Université de Limoges avec mise à disposition gratuite des locaux et financement des formations supérieures au Lycée agricole d'Ahun
- •463 500 € pour poursuivre le déploiement du NumériCollège dont 390 000 € pour l'opération tablettes dans les collèges

31,65 M€



RESEAUX - EAU

NUMERIQUE - VOIRIE

- 1,62 M€ pour les communes, les intercommunalités et les syndicats d'eau dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement
- 15,5 M€ consacrés aux routes dont
 4,5 M€ pour l'entretien courant,
 1 M€ pour le service hivernal et
 10 M€ pour les réparations et
- 3 M€ pour financer les dernières montées en débit et le déploiement de la fibre optique à domicile

105,63 M€



ACTION SOCIALE

- •14,83 M€ en faveur d'actions liées à la famille et à l'enfance dont 1 M€ pour le transport des élèves en situation de handicap et 533 600 € pour la prise en charge de l'hébergement des Mineurs Non Accompagnés (au 31/12/18, 66 MNA accueillis contre 44 en 2017).
- •21,33 M€ pour le maintien et les aides à l'accueil familial ou en établissement des personnes handicapées
- •30,87 M€ de dépenses liées à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (domicile ou établissement) et 6,13 M€ au titre de l'aide sociale
- 11,7 M€ afin de financer 610 000 h d'assistance à domicile
- •15,19 M€ pour les allocations RSA et 1,66 M€ pour les actions en faveur de l'insertion

Nos actions, nos

ACTIONS

PRIORITÉS

ACTION
PUBLIQUE/
SERVICE AUX
USAGERS

MAÎTRISER LE BUDGET

- Réduction de la capacité de désendettement (de 12 à 8 ans)
- Augmentation du taux d'épargne brute
- Baisse de l'encours de la dette
- Limitation des dépenses de fonctionnement
- Maîtrise de la fiscalité

- Poursuivre une politique ambitieuse d'investissement
- Contenir l'évolution des dépenses (respect du contrat avec l'Etat)

RÉORGANISER LA COLLECTIVITÉ POUR UN MEILLEUR SERVICE AUX USAGERS

- Intégration de plus de salariés en situation de handicap
- Réorganisation des services selon le périmètre intercommunal
- Renforcer la politique d'emploi et d'adaptation de postes aux travailleurs en situation de handicap
- Poursuivre la réorganisation des services au plus près des territoires et répondre aux besoins des usagers

FACILITER LE RETOUR À L'EMPLOI

- Baisse du nombre d'allocataires RSA
- Engagement dans le «Plan Pauvreté»
- Objectif 100% inclusion (sociale, économique, numérique) pour le retour à l'emploi

« MIEUX VIEILLIR »

- Revalorisation des plans APA, de la valeur du point dépendance pour la prise en charge des personnes dépendantes en EHPAD, augmentation du nombre d'heures à domicile et revalorisation de l'indemnité kilométrique des aides à domicile
- Mise en œuvre d'une démarche unique en France en faveur des aides à domicile : actions de prévention avec mise en place d'un binôme ergothérapeute/préventeur pour prévenir les risques liés au travail et formation au risque routier
- Accompagner le « mieux vieillir » au travers d'actions conduites par les partenaires et financées par la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie
- Conforter le soutien au maintien à domicile : chantier école pour former des aides à domicile supplémentaires et pallier les difficultés de recrutement du secteur, poursuite des actions de prévention à destination des aides à domicile
- Reconduire le soutien aux actions en faveur des aînés pour le « mieux vieillir »
- Mise en place de l'action « sapeurpompier référent », afin de constituer un « vivier » de sapeurs-pompiers retraités ou actifs volontaires de nature à compenser les défaillances des réseaux de solidarités des bénéficiaires du pack domotique et effectuer la levée de doute ou un relevage en cas de chute

SOLIDARITÉS HUMAINES

LUTTER CONTRE L'HABITAT INDIGNE

- Création d'une Cellule Habitat au sein du Conseil départemental, pour déployer, en partenariat avec l'ANAH, et les intercommunalités, les Programmes d'Intérêt Général Habitat afin de lutter contre l'habitat indigne et adapter les logements des personnes en perte d'autonomie.
- Mettre en place un GIP Habitat afin de poursuivre les actions engagées au sein de la Cellule Habitat

priorités

ACTIONS

PRIORITÉS

GARANTIR DES SERVICES DE SECOURS DE QUALITÉ

- Augmentation des moyens dédiés aux services de secours et d'incendie (+13,5% cumulés depuis 2015) pour rénover les casernes et renouveler les véhicules

- Conforter le soutien du Département aux pompiers

FAVORISER LES CONDITIONS D'APPRENTISSAGE DES COLLÉGIENS

- Déploiement du NumériCollège : mise en place du nouvel Environnement Numérique de Travail, de tablettes numériques pour élèves et enseignants. raccordement de tous les collèges au Très Haut Débit, connexion Wifi....
- Mise en sécurité et accessibilité des établissements, travaux de rénovation énergétique
- NumériCollège : doter tous nos collèges en classes mobiles (tablettes partagées supplémentaires)
- Poursuivre les travaux de mise en accessibilité et sécurité et la rénovation énergétique dans les établissements
- Reconstruction de la Cité scolaire Raymond Loewy à La Souterraine

CONNECTER LE TERRITOIRE

- Réalisation de montées en débit pour une centaine de communes
- Construction des premières prises de fibre optique à domicile
- Atteindre le 100 % fibre à horizon 2024

FACILITER ET SÉCURISER VOS DÉPLACEMENTS

- Travaux de réhabilitation sur les axes structurants du territoire dont réalisation du chantier « La Clide »-« La Seiglière » et entretien des routes départementales
- -Renforcement du programme d'investissement et d'entretien des routes départementales
- Création de nouvelles aires de covoiturage et de services

ACCOMPAGNER LES TERRITOIRES

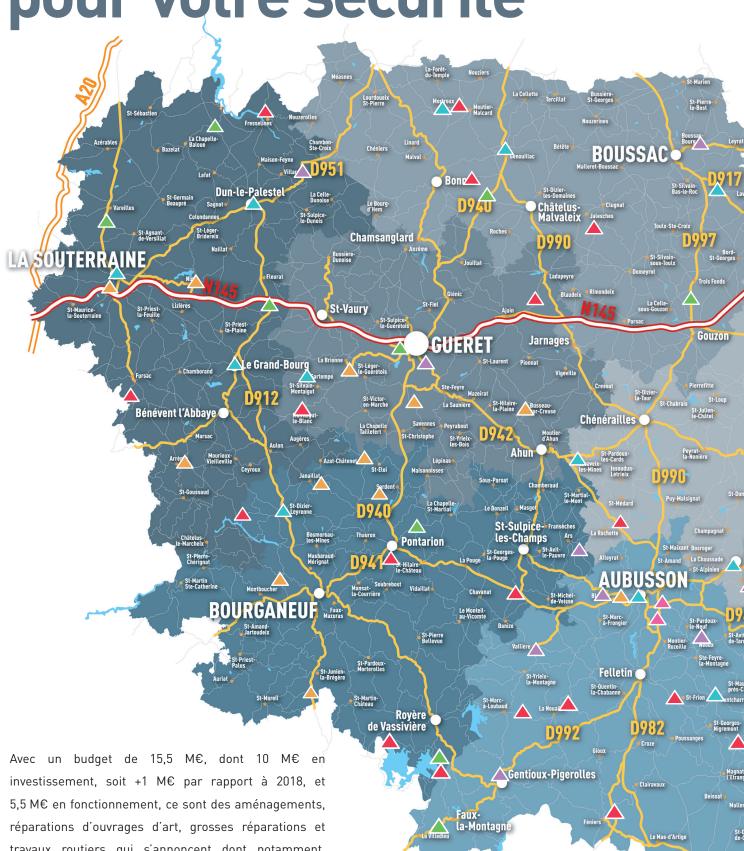
- -Soutien accru aux communes et intercommunalités pour leurs projets au travers des contrats de cohésion territoriale (2015-2017)
- Soutien technique et financier aux communes pour la gestion de l'eau potable et l'assainissement
- Accompagner les actions du monde agricole
- Mettre en œuvre les contrats Boost'ter en apportant conseils, soutien à l'ingénierie et aide financière aux territoires pour leurs projets (2019-2021)
- Conforter le soutien aux communes pour la gestion de l'eau potable et l'assainissement
- Conforter le soutien aux manifestations et structures agricoles (CUMA, service de remplacement, Groupement de Défense Sanitaire, Chambre d'Agriculture...)

PROTÉGER LE PATRIMOINE NATUREL ET BÂTI

- Elaboration du schéma départemental d'alimentation en eau potable avec les gestionnaires des réseaux d'eau afin de sécuriser la ressource en eau
- Aides aux communes pour les travaux de restauration du petit patrimoine rural non protégé
- Finaliser le schéma départemental d'alimentation en eau potable
- Accompagner les gestionnaires des réseaux dans leurs travaux et leurs
- Poursuivre l'aide aux communes pour la préservation de leur patrimoine bâti



Le Département investit pour votre sécurité



travaux routiers qui s'annoncent dont notamment, la dernière tranche de travaux à la Seiglière : la construction d'un giratoire pour 3,3 M€.

INFRASTRUCTURES

Légende:

Traverses de bourgs 1 040 000 €



Aménagements de sécutité

370 000 €

Travaux routiers (cofinancés par la Région)

3 125 000 €

Travaux de réparations 1 594 150 €

Travaux axes routiers 1 753 850 €

Réparations ponts et murs

650 000 €



enchiffres





2.0\23, @yez la Fibre!

Avoir l'internet très haut débit, partout et pour tous, est l'une des priorités du Conseil départemental. Une volonté qui se concrétise, sur la période 2018-2020, avec un investissement du Département de 6 M€. Retour sur un chantier qui mobilise de nombreux partenaires techniques et financiers.

019 sera une année numérique avec le déploiement des premiers centraux de raccordement à la fibre optique à domicile. 11 nœuds de raccordement optique (NRO) seront déployés sur tout le territoire.

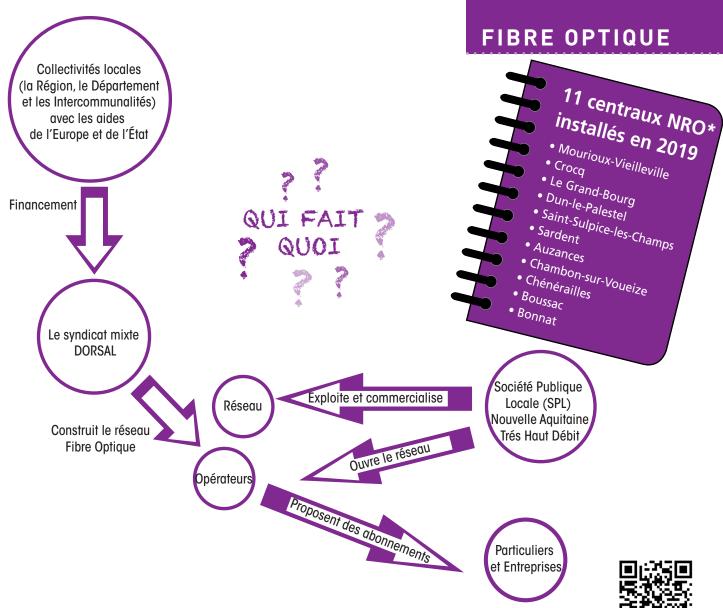
En décembre 2018, 1 500 prises étaient proposées à la commercialisation sur le secteur de Bourganeuf, site pilote. Puis, en janvier 2019, deux centraux de raccordement optique à Mourioux-Vieilleville et Crocq, étaient installés. Une étape qui permet le branchement de 921 prises aux alentours de Mourioux-Vieilleville (pour Augères, Aulon et Azat-Châtenet) et de 1 503 prises dans le secteur de Crocq (pour Crocq, St-Bard, La Villeneuve, La Mazière-aux-Bonhommes, Basville, St-Oradoux-Près-Crocq, St-Pardoux-d'Arnet, St-Maurice-Près-Crocq, Pontcharraud, St-Georges-Nigremont et St-Agnant-près-Crocq).

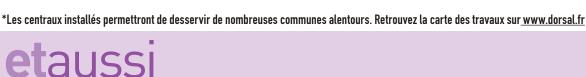
Progressivement, la fibre tisse sa toile : un chantier qui concernera plus d'une centaine de communes pour un investissement de 43,5 M€ financés par l'État, l'Europe, la Région, le Département et les Intercommunalités pour la période 2018-2020.

Attention chantier en cours!

Depuis février 2018, le groupement Axione-Bouygues Énergies et Services est en charge des travaux, notamment de la pose des NRO mais aussi de la création d'infrastructures adaptées, du tirage de câbles ou de soudures de fibre optique...

Sur la grande majorité des sites creusois, le déploiement de la fibre optique se fera par voie aérienne en utilisant les équipements déjà présents. Sur les emplacements où cela est possible, la fibre optique sera enfouie avec les autres réseaux (éclairage, électricité, téléphone...).





Des données échangées à la vitesse de la lumière

La fibre, c'est bénéficier d'un débit plus rapide, échanger des données à la vitesse de la lumière, et dans toute la maison!

Grâce à la fibre, l'ensemble de la famille est en ligne simultanément : maman fait ses courses sur le drive, pendant que papa consulte les résultats sportifs sur sa tablette, que les enfants jouent au dernier jeu vidéo et que le petit dernier regarde son dessin-animé préféré en ultra haute définition sur la télé.

Vous avez envie de vous raccorder, rien de plus simple, suivez le quide :

A Bourganeuf, Masbaraud-Mérignat et Faux-Mazuras, vous pouvez déjà vous raccorder. Pour cela :

- 1- Testez votre éligibilité sur le site www.nathd.fr
- 2 Choisissez votre abonnement auprès d'un fournisseur d'accès à internet. Ce choix déclenchera automatiquement votre raccordement. La liste des opérateurs est disponible sur le site www.nathd.fr
- 3 Un technicien se rendra chez vous dans les 4 semaines afin de vous raccorder au réseau.



Hélène FAIVRE

7^{ème} Vice-présidente, chargée des infrastructures, des transports et du numériaue

« 2019 annonce les premiers grands chantiers de déploiement de fibre optique à domicile avec la pose de 11 centraux de raccordement sur l'ensemble du territoire. C'est un chantier colossal qui s'amorce avec l'objectif de 26 700 prises construites à horizon fin 2020 et un 100% fibre d'ici 2024. »



Lutter contre l'exclusion par le 100% inclusion

Faire reculer l'exclusion et réussir l'inclusion de tous, tel est le nouvel enjeu social, économique et numérique des politiques publiques. Le Conseil départemental opte pour le 100% inclusion, objectif : faciliter l'accès à la formation pour permettre le retour à l'emploi.

ÉBUT 2019, dans le cadre de la « Stratégie de lutte contre la pauvreté et de l'accès à l'emploi » présentée par le Président de la République, un appel à projet a été lancé pour lequel le Conseil départemental a été retenu.

Afin de préparer la réponse, le Département a organisé, en mars dernier, avec l'ensemble des acteurs, les Journées « Innovation Sociale ». Deux jours de conférences et d'ateliers, pour définir un projet commun, celui de structurer une offre d'insertion, mieux adaptée et plus coordonnée entre tous les partenaires, institutionnels et associatifs.

Si l'objectif du Département est de ne laisser personne sur le bord du chemin, il s'agit bien de rapprocher des personnes éloignées de l'emploi vers le monde du travail. Il faut désormais envisager, de façon différente, les stratégies d'accès à la formation et au retour à l'emploi.

S'appuyer sur les bassins de vie et d'emplois

L'idée forte est de s'appuyer localement sur les bassins de vie et d'emplois afin de répondre à des réalités concrètes : celles des emplois à pourvoir sur les territoires qui connaissent, à la fois, les besoins des entreprises et les attentes des citoyens.

Privilégier les emplois locaux - non-délocalisables - c'est d'abord encourager une insertion qui doit réussir par l'activité économique de proximité, l'emploi partagé..., en levant, dans le même temps, des difficultés comme celles de la mobilité...



Vers l'inclusion numérique

Le défaut de compétences et de connaissances numériques est un facteur identifié d'une exclusion professionnelle plus importante.

Favoriser l'apprentissage des outils numériques, c'est donc faciliter une politique de retour à l'emploi.

Néanmoins, il ne suffit pas de disposer des équipements informatigues, il faut savoir s'en servir et c'est toute la guestion des usages du numérique qui est alors posée.

Pour répondre à cette difficulté, le Département est devenu « territoire pilote pour le Numérique Inclusif » afin de pouvoir accompagner les publics dans cet apprentissage.

Objectif : favoriser l'acculturation numérique, le e-inclusif, pour un 100% inclusion



Patrice MORANCAIS

3ème Vice-président, chargé de l'insertion, du logement, du handicap et de la famille et l'enfance

« Structurer une offre d'insertion, mieux adaptée et plus coordonnée entre tous les partenaires, institutionnels et associatifs, une offre d'insertion garante du droit au parcours, telle est l'ambition du Département ; l'objectif d'une politique d'insertion renouvelée, résolument tournée vers l'emploi. »

SOLIDARITÉS

aussi





Le Département, acteur de l'habitat, partenaire de Creusalis

Autre élément d'exclusion, l'habitat. En finir avec l'habitat indigne et offrir à chacun un logement décent et adapté, c'est l'objectif de la politique menée par le Conseil départemental, en partenariat avec l'ANAH et les intercommunalités, à l'échelle départementale.

La Cellule Habitat a été créée afin de mettre en œuvre deux Programmes d'Intérêt Général, l'un pour la rénovation énergétique des habitations, l'autre pour l'adaptation du logement des personnes en perte d'autonomie.

En 2018, 700 nouveaux dossiers ont été validés pour un montant de travaux éligibles de plus de 4,55 M€.

Acteur de l'habitat, le Conseil départemental est aussi le partenaire privilégié de Creusalis - Office Public de l'Habitat - présidé par Patrice Morançais, Vice-Président du Conseil départemental.

Le Conseil départemental apporte son soutien en faveur des opérations de réhabilitation et de construction de logements locatifs (via des garanties d'emprunts) ou encore d'aides à la rénovation thermique (2 500 €/logement).

Creusalis gère près de 5 000 logements sur plus d'une centaine de communes. C'est la commission d'attribution des logements, présidée par Annie Chamberaud, Conseillère départementale du Grand Bourg, qui étudie les demandes locatives et affecte les habitations.

Creusalis, c'est également une équipe qui propose un accompagnement administratif personnalisé et s'occupe quotidiennement de la maintenance et des dépannages d'urgence dans les logements. Enfin, l'Office met régulièrement en vente une partie de son parc immobilier pour permettre à des foyers aux ressources modestes d'accéder à la propriété.

Pour tout renseignement, rendez-vous sur www.creusalis.fr ou contactez le 05 55 51 95 50.



L'aide à domicile, garante du bien vieillir chez soi

Avec une démographie vieillissante et la volonté des personnes âgées de rester chez elles, le maintien à domicile devient un enjeu, la qualité de vie au travail des aidants, une exigence.

N Creuse, 7 associations d'aides à domicile maillent le territoire avec plus de 650 salariés. Leur travail permet chaque jour, d'accompagner près de 5 400 usagers, soit l'équivalent de plus de 600 000 heures.

En 2019, le Conseil départemental mobilise 11,7 M€ directement versés aux 7 structures et en complément, a décidé de revaloriser l'indemnisation kilométrique des aides à domicile.

Depuis le 1er janvier 2019, le dédommagement des frais kilométriques est augmenté de $0,05 \in \text{km}$ passant de $0,35 \in \text{km}$ à $0,40 \in \text{km}$, un effort financier supplémentaire de 110 000 \in pour le Conseil départemental.

Les aides à domicile, ce sont des femmes et des hommes qui, tous les jours, travaillent avec des horaires atypiques, se déplacent par tous les temps, jusqu'au plus petit village, dans des maisons parfois bien isolées...; ce sont des conditions de travail difficiles qu'il s'agit d'améliorer pour rendre ce métier à nouveau attractif.

Recruter et améliorer la qualité du travail

Alors que les besoins sont de plus en plus importants, ce secteur est aujourd'hui confronté à une pénurie de personnel.

Dans le cadre de sa politique en faveur des personnes âgées, le Conseil départemental participe à la mise en place d'une action « chantier école au métier de l'aide à domicile »* en mobilisant 48 000 €.

Porté par l'ADAPEI, en partenariat avec les organismes de formation du secteur (AFPA, CFPPA d'Ahun et GRETA), ce chantier école accompagnera entre 24 et 36 personnes, au travers de 3 sessions de formation de 6 mois chacune.

Des difficultés de recrutement qui sont accentuées par des conditions de travail souvent difficiles.

En effet, différentes études démontrent une fréquence d'accidents et d'arrêts maladie dans ce milieu professionnel. Dans le cadre de la modernisation du secteur de l'aide à domicile, avec le concours de la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au

SOLIDARITÉS

Travail (CARSAT) et de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA), l'expertise de l'Agence Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ARACT), le Conseil départemental a souhaité accompagner une initiative novatrice. Avec l'aide d'un ergothérapeute et d'un préventeur, une analyse des accidents, ciblée sur les risques majeurs, a été menée. Dureté physique et fatigue psychologique ont été pointées.

Afin de prévenir les risques liés aux domiciles visités et aux déplacements fréquents, le Département contribue à l'organisation, pour l'ensemble des aides à domicile, de formations aux risques professionnels dont le risque routier.

Une démarche innovante saluée à l'échelle nationale

C'est cette action innovante et unique, visant à favoriser le maintien à domicile et à améliorer la qualité de vie au travail des aidants professionnels, qui a permis au Département d'être récompensé par le prix TERRITORIA d'OR 2018 dans la catégorie «Qualité de vie». Une remise des prix à laquelle la Présidente du Département, Valérie Simonet, accompagnée de 4 aides à domicile, a participé en novembre 2018 à Paris. Ce prix décerné par l'Observatoire Territoria a pour but de mettre en avant les pratiques innovantes des collectivités dans leurs multiples domaines de compétences.

*(Renseignements auprès de l'ADAPEI : 05 55 51 94 36)

LES SERVICES D'AIDE À DOMICILE **RECRUTENT POUR L'ÉTÉ!**

100 postes à pourvoir sur l'ensemble du département Pour plus de renseignements 05 44 30 25 06



Marie-Christine BUNLON

4^{ème} Vice-présidente, chargée des personnes âgées

« Le Conseil départemental a fait le choix de conforter son soutien au secteur de l'aide à domicile, d'une part, en déployant des actions visant à améliorer la qualité de vie au travail des aidants, et d'autre part, en augmentant la prise en charge de leurs indemnités kilométriques, soit un effort financier supplémentaire de 110 000 €. »

etaussi

France Alzheimer en Creuse

L'Association France Alzheimer, bien connue pour ses actions d'informations et d'accompagnement dans tout le pays, installe une antenne en Creuse à Évaux-les-Bains. Un premier pas avant d'autres installations sur le département. Cette association



accompagne les personnes atteintes de la maladie et leurs proches. Elle œuvre au quotidien à sensibiliser les pouvoirs publics autour de la guestion des maladies neuro-dégénératives. Elle soutient la recherche médicale, forme les professionnels et accompagne proches et aidants dans l'acceptation de la maladie.

Avec des rassemblements, Café Mémoire, Ateliers de mobilisation cognitive, réunions d'informations, ... France Alzheimer lutte contre l'exclusion sociale des malades et de leurs proches.

Vous êtes proche ou aidant d'une personne atteinte de la maladie et souhaitez être accompagné? Vous êtes malade et souhaitez devenir acteur de votre maladie et apprendre à vivre avec ? N'hésitez pas, France Alzheimer vous aidera à rompre l'isolement.

Horaires : lundi 14h à 17h / mardi 9h à 12h et 14h à 17h / mercredi 9h à 12h / jeudi 9h à 12h et 14h à 17h / vendredi 9h à 12h et 14h à 17h

Contact : France Alzheimer Creuse - 37 Rue de Verdun 23110 EVAUX LES BAINS - 05 55 82 83 26 france.alzheimercreuse@orange.fr

www.francealzheimer.org/creuse/ Tous les bénévoles sont les bienvenus



La lique contre le cancer Dans le cadre de l'aide à la vie

quotidienne le comité organise : • à Guéret : tous les mardis une permanence de 10h à 12h d'une

assistante sociale / le 2ème jeudi de chaque mois : un groupe de convivialité à 14h00

• à Aubusson : une permanence au Pôle enfance le 2ème jeudi de chaque mois Avenue de la République

Le Comité de la Ligue contre le Cancer de la Creuse va organiser un Run moto le samedi 15 juin 2019

Renseignements au 05 55 52 44 87 www.ligue-cancer.net/cd23/journal E-mail: cd23@ligue-cancer.net

enbref

Retour en images











Santé, Secours et **Territoires**

Les 14 et 15 mars derniers, La Souterraine accueillait les premières Assises Nationales Santé Secours et Territoires, portées Fédération Nationale des Sapeurs-Pompiers de France, et organisées par l'Union Départementale Sapeurs-Pompiers 23 et le Service Départemental d'Incendie et Secours 23. Deux jours qui ont réuni de nombreux acteurs de la santé et du secours venus de toute la France.

'EST à La Souterraine que professionnels et acteurs de la santé et du secours se sont retrouvés, les 14 et 15 mars derniers autour d'une problématique commune : face à un constat d'urgence, comment faire évoluer l'articulation secours et santé ? Autour de conférences et d'ateliers, les difficultés ont été posées, les expériences partagées autour de sujets tels l'offre de soins, l'autonomie et le maintien à domicile, la gestion des appels de secours d'urgence et d'assistance, ou encore l'adaptation de la réponse opérationnelle.

Au cœur de sa politique en faveur du maintien à domicile des personnes âgées, le Département invente, teste, innove... Le projet « sapeur-pompier référent » financé dans le cadre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie, se met actuellement en place.

Aujourd'hui, avec le maintien à domicile, se pose souvent la question du relevage des personnes. Si des outils comme la domotique permettent d'assurer l'alerte, c'est toute la question de l'opportunité de l'intervention des secours qui demeure. Un réseau de solidarité se déploie mais ne peut être, à lui seul, l'unique réponse. L'idée est qu'un « sapeur-pompier référent » (retraité ou actif en dehors de son service usuel) puisse intervenir en cas de Réseau de Solidarité défaillant ou inexistant. Une solution parmi d'autres qu'il convient de tester avant de l'essaimer.

Drones de décollage

Membre du Syndicat mixte de l'Aérodrome de Montluçon-Guéret, le Conseil départemental réaffirme son soutien financier avec une participation de 98 000€.



ITUÉ sur la commune de Lépaud, l'aérodrome de Montlucon-Guéret abrite une forte activité en matière de vols commerciaux et militaires mais pas seulement... Le Syndicat mixte de l'aérodrome, présidé par Franck Foulon, Conseiller départemental de Boussac, développe notamment des vols d'essais de drones. Des vols d'entraînement du drone Sperwer auront encore lieu en 2019. Celui-ci serait remplacé par l'aviondrone Patroller du même groupe, retenu par le Ministère de la Défense et dont 14 appareils sont en cours de construction.

Un travail est en cours avec les représentants du Groupe Safran, basé à Montluçon, afin

que ses techniciens puissent procéder aux futurs essais du nouveau drone Patroller à compter du premier trimestre 2019.

Et ce ne sont pas les projets qui manquent! Le Syndicat mixte, en plus de ses activités commerciales classiques, souhaite conforter ses vols d'essais de drones notamment avec la construction d'un hangar de 400m2 en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Allier. Une convention entre le Syndicat Mixte et la CCI est en cours d'élaboration afin de fixer les modalités de cette collaboration.

Du solaire dans l'air

Autre projet : l'implantation d'une centrale solaire. Janvier 2018, la Commission de Régulation de l'Énergie a donné son feu vert. Depuis, le permis de construire a été délivré et les démarches administratives, financières et juridiques suivent leur cours afin d'aboutir à la signature d'un bail emphytéotique rapidement.

Dans le même temps, des contacts ont été pris avec Réseau de Transport d'Électricité et ENEDIS afin de finaliser le raccordement électrique sur le site de Gouzon.

Porté par un groupement d'entreprises (ARMORGREEN, HEOLPROD et PHOENIX et la Centrale du Solaire) l'objectif est d'implanter sur le site, une centrale solaire au sol, d'une puissance de 15 mégawatts. L'activité existante serait maintenue et confortée par le développement de cette production d'énergie verte.



etaussi

Une nouvelle aire au compteur

Le 5 mars dernier, la Présidente, Valérie Simonet, accompagnée de deux Vice-Présidents Hélène Faivre et Nicolas Simonnet, a inauguré, sur la commune de Verneiges, la nouvelle aire de covoiturage de « l'Hôtel du Berry ». Financée entièrement par le Conseil départemental à

hauteur de 70 000 €, cette aire saura répondre aux nouvelles attentes des automobilistes.

Située sur un axe stratégique, à mi-chemin entre Guéret et Montluçon, l'aire de « l'Hôtel du Berry » s'inscrit dans le cadre du Plan Départemental de covoiturage qui compte déjà l'aire du Trois-et-demi et celle de Saint-Vaury, respectivement en service depuis 2012 et 2013.

Une 4ème aire est déjà prévue au carrefour de La Seiglière, à Aubusson. Enfin, deux autres aires sont actuellement

à l'étude : à l'échangeur de La Prade, sur la commune de La Souterraine, et à l'échangeur de Pierre-Blanche, sur la commune de Jarnages.





Envie d'une destination déconnexion?

Sauvage, brute, pure... la Creuse envahit Paris jusque sur les quais du métro. Creuse Tourisme affiche sa nouvelle campagne de communication et invite les Franciliens à un séjour «déconnexion» en Creuse.



VEC plus de 950 000 € annuels. le Conseil départemental soutient l'ensemble des actions de promotion touristique de Creuse Tourisme.

En 2019, en partenariat avec le Comité Régional du Tourisme Nouvelle-Aquitaine, Creuse Tourisme lance une campagne «mass média» pour convaincre les futurs vacanciers de choisir la déconnexion en Creuse, au travers de 4 temps forts :

- Temps 1 : En début d'année : susciter l'envie avec de beaux visuels pour faire connaître la destination
- Temps 2 : Le printemps est là ! Il faut réfléchir à la destination estivale et pourquoi ne pas programmer une escapade pendant les week-ends fériés de mai?
- Temps 3 : Avec l'été, vient le temps des vacances et des réservations de dernière minute ou des courts séjours improvisés
- Temps 4 : on peut partir toute l'année en Creuse même à l'automne

Ainsi, fin janvier, de la station Montparnasse à celle de Palais Royal, les usagers du métro parisien découvraient les visuels « déconnectés », surplombant les ruines

de la Forteresse de Crozant, royaume de la Vallée des peintres, au XIXe siècle...

Des affiches qui laissent place, au printemps, au plateau de Millevaches, pour un 100% Sports Nature. Véritable campagne «cross média», ce sont tous les réseaux sociaux, sites et plates-formes de réservation qui sont activés pour offrir à tous, un séjour déconnecté.



etaussi

Coup de jeune des panneaux touristiques

Après 30 ans de bons et loyaux services, les panneaux Relais Info Services (RIS) avaient bien besoin d'un coup de neuf. Le Conseil départemental et Creuse Tourisme, en collaboration avec les intercommunalités et leurs Offices de Tourismes respectifs, ont décidé de concevoir de nouveaux panneaux intégrant une nouvelle technologie qui permet l'échange d'informations depuis un smartphone.

25 nouveaux panneaux, répartis sur tout le territoire, prennent place sur les sites touristiques emblématiques afin de délivrer, auprès des touristes, randonneurs, cyclistes ou amateurs de sport pleine nature de nombreuses informations :

- Une cartographie exhaustive des lieux d'intérêt touristique, des points d'activités de loisirs ou sportives, des itinéraires véloroutes et de grande randonnée
- Une mise en avant, à l'échelle de chaque territoire intercommunal, et en fonction du lieu d'implantation du RIS, des sites emblématiques présents aux alentours.

Une invitation à la découverte.



Nicolas SIMONNET

6ème Vice-président, chargé du développement économique, de l'agriculture, des services et du tourisme

« Notre action en marketing comporte des opérations stratégiques et opérationelles comme la création d'outils de communication. À l'ère du numérique, les nouveaux panneaux touristiques équipés de flash-codes et de puces électroniques permettent d'intégrer les nouvelles pratiques des usagers. »

COLLECTIVITÉ

Apprendre les uns des autres

Valoriser et partager les savoir-faire des agents, le Département expérimente la mutualisation de leurs compétences au sein des collèges : une collaboration inédite entre les personnels techniques des établissements où tout le monde est gagnant.

UTOUR des chefs d'établissements, des adjoints gestionnaires et des agents de maintenance, le Conseil départemental a créé un groupe de travail. Ce groupe de travail s'est réuni à plusieurs reprises, en 2018, afin de réfléchir à la possibilité de mutualiser les compétences internes, d'une part des collèges de Châtelus-Malvaleix, Bonnat et Boussac et d'autre part de ceux de Chénérailles, Parsac et Chambon-sur-Voueize. L'objectif n'est pas seulement d'optimiser les moyens et les ressources. Il s'agit également de favoriser le partage d'expérience et de savoir-faire entre agents du Conseil départemental. Au-delà, c'est l'occasion de rencontrer ses collègues, de retrouver le plaisir de travailler en équipe. Une mutualisation qui a trouvé un premier terrain de concrétisation pour les petits travaux d'entretien et de maintenance (électricité, plomberie, chauffage...), une mutualisation d'autant plus facile que des habitudes de travail existaient déjà entre certains collèges. Première réalisation concrète : l'infirmerie du collège Françoise Dolto de Châtelus-Malvaleix a pu bénéficier d'une opération de rafraîchissement. C'est ainsi que, pendant près d'une semaine, Jean-Pierre Hilaire, agent technique de l'établissement a travaillé avec ses homologues, Philippe Leroux, du collège de Boussac, et Pascal Rocque, de Bonnat. Des travaux de peinture menés avec rapidité et qualité, dans une ambiance conviviale.



etaussi

Les agents du Département à

La traditionnelle cérémonie des vœux au personnel qui s'est déroulée à Sardent, a été l'occasion de récompenser 28 agents du Département de la médaille fédérale du travail. Une manière de les remercier et de saluer leur engagement professionnel au sein du service public.



Ont été médaillés :

Echelon argent: Carole AUROUSSEAU, Maryse COLIN, Valérie COLOMBIER, Patrick HARDY, Nathalie HEMERY, Magaly LEGRAND, Corinne MERAUD, Christine PETIT, Laurence PINCHEMAILLE, Christophe PINET, Laurence POUZEAUD, Yannick RICARD

Echelon vermeil: Isabelle BERROYER, Thierry COURAUD, Béatrice CREMIER, Gérard FLEYTOUX, Daniel GOUBELY, Thierry LAFONT, Pascale LAVAUD, Jean-Jacques LE CREURER, Fabienne PHILIPPON, Hervé MARTIN, Bruno PION

Echelon or: Madeleine DUBOIS, Christian DUCOIN-PETIT, Jean-Paul FOURNIER, Patricia MOREAU, Liliane RIGOLET.



Catherine DEFEMME 2ème Vice-présidente, chargée des Ressources Humaines

« Au sein du Conseil départemental, des agents disposent de compétences techniques confirmées. Dans le cadre de cette expérimentation, c'est ce savoirfaire qui est partagé, c'est un « faire ensemble » qui est valorisé. »



L'eau, ce bien collectif à préserver

Suite à des épisodes caniculaires, la préservation de la ressource en eau devient prégnante pour tous les usages, sur tout le territoire. Coordinateur, expert technique et partenaire financier, le Département accompagne les collectivités et syndicats pour une meilleure gestion de l'eau.

vec des périodes d'étiage de plus en plus fortes et récurrentes, le Département et les gestionnaires des réseaux d'eau ont initié, début 2018, le Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable. Une démarche qui d'ailleurs prend toute sa signification quand, à la mi-mars, la Préfète de la Creuse prend un arrêté plaçant le département en vigilance sécheresse. Tous concernés par cette problématique, l'ensemble des partenaires étaient réunis à Sardent, le 26 mars dernier, pour évoquer le programme d'actions ; des actions qui viseront à sécuriser l'alimentation en eau potable pour les principaux gestionnaires et utilisateurs que sont les collectivités et les agriculteurs.

Pour ces derniers, tributaires des aléas climatiques, l'eau est indispensable à la production des cultures et à l'abreuvement

des cheptels. En décembre dernier, le Conseil départemental a décidé de s'engager, avec la Chambre d'Agriculture, au travers d'une convention relative, principalement, à la préservation de la ressource en eau pour les éleveurs. Il s'agira d'évaluer les systèmes et aménagements mis en place sur l'Est creusois, secteur concerné depuis plusieurs années par un déficit en eau pour l'abreuvement, afin de pouvoir les déployer sur le reste du territoire.

Une aide qui s'inscrit dans un budget « eau et environnement » de 1,62 M€, soit + 6 % par rapport à 2018.

Cette mobilisation de crédits a permis de conduire bon nombre de projets, comme à Saint-Agnant-de-Versillat, avec 222 600 €

ENVIRONNEMENT



votés pour la création de captages d'eau. Eau potable mais aussi assainissement, avec 128 600 € d'aide octroyée à Auzances pour remplacer sa station d'épuration, 105 000 € à La Celle-Dunoise pour la réhabilitation d'une partie de son réseau et le remplacement de sa station, et 46 000 € à Bourganeuf pour la création d'un réseau et d'un filtre planté de roseaux. Un soutien financier fort accompagné d'un soutien d'ingénierie avec diagnostics de fonctionnement, études préalables..., un soutien pluriel apporté par le Département.



Thierry GAILLARD 8^{ème} Vice-président, chargé de l'environnement, l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets

« Après une phase de dialogue nécessaire pour connaître l'état de la ressource en eau sur l'ensemble du département, les prévisions de travaux se construiront pour les 10 à 15 ans à venir. Il s'agira de sécuriser la ressource de façon à être en capacité de fournir une eau de qualité conforme, en quantité suffisante pour les différents usages. »

taussi



Les grues cendrées laissent place à la grue de chantier

Novembre dernier, les vannes de la vidange qui se levaient à l'étang des Landes, annonçaient la réalisation de travaux (pour un investissement de 300 000 €) indispensables à la gestion des variations de niveau d'eau afin de préserver certaines espèces et de limiter les impacts sur les parcelles riveraines.

Ce mois de novembre, où l'étang se vidait doucement, fut l'occasion d'organiser une première Fête de la Pêche. Puis, les grues cendrées ont laissé place à la grue de chantier. La pelle de vidange a été remplacée par un moine et un second déversoir installé. Des travaux d'envergure conduits en collaboration entre les services Travaux Neufs et Ouvrages d'Art de la Direction des Routes, la Direction de la Maîtrise d'Ouvrage et du Secrétariat Général du Département et les agents de la Réserve Naturelle. Avant la seconde phase de travaux, l'étang se remplit doucement... en attendant le retour des grues.





La Creuse, Terre de Jeux

2024 sera une année Olympique, pour Paris bien évidemment mais aussi pour tout le pays. Les organisateurs souhaitent associer tous les territoires à la préparation de cet événement historique. Notre Département aux côtés de tous les acteurs creusois, est prêt à y participer.

ES Jeux Olympiques sont une occasion unique de diffuser partout les valeurs de l'olympisme, d'encourager la pratique sportive pour le plus grand nombre mais aussi de mettre en avant les atouts de nos territoires. C'est dans cette optique qu'a été constituée, à la demande de Dominique Bussereau, Président de l'Assemblée des Départements de France, la «Mission Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de 2024».

Cette Mission, pilotée par Bruno Belin, Président du Conseil départemental de la Vienne, doit permettre à l'Assemblée des Départements de France, d'être un acteur engagé, auprès des instances organisatrices des Jeux Olympiques et Paralympiques, en matière d'accueil et de promotion de cet événement exceptionnel. Dès le 24 janvier dernier, Marie-Christine Bunlon et Laurent Daulny, Vice-Présidents du Département de la Creuse, ont intégré

un groupe de travail dédié aux JOP. Ils ont ainsi eu l'occasion d'échanger avec Marie-Amélie Le Fur, athlète handisport et détentrice de 8 médailles olympiques devenue Présidente du Comité Paralympique et Sportif Français mais aussi avec Thierry Rey ancien judoka médaillé d'or olympique et conseiller spécial chargé de la mobilisation des territoires.

En février dernier, Valérie Simonet, Présidente du Conseil départemental, entourée de deux de ses Vice-Présidents, Marie-Christine Bunlon et Laurent Daulny, aux côtés des représentants de la Communauté d'agglomération du Grand Guéret et de la Ville de Guéret participaient à la première réunion des partenaires pour la candidature au Label « Terre de Jeux 2024 ».

Tous ont pu échanger leurs informations respectives et définir une stratégie de travail partagée. Ainsi, un comité de pilotage



stratégique, instance décisionnelle réunissant élus et techniciens, a-t-il été créé et décliné en une équipe technique pour la gestion opérationnelle.

Au terme de cette réunion, Eric Gaulier et Daniel Grosvalet. Président et Vice-Président du comité départemental de cyclisme se sont vus remettre le dossier de candidature du Département pour le label fédéral «Terre de cyclisme», label qui, à n'en pas douter, nous mettra sur la piste pour devenir « Centre de préparation aux Jeux ».



Laurent DAULNY

5^{ème} Vice-président, chargé de l'éducation, du sport, du patrimoine

« Avec ses paysages authentiques et sa nature boisée, la Creuse est un terrain de jeux à ciel ouvert pour les sportifs. Elle a, en ce sens, candidaté pour le label « Terre de cyclisme », label qui pourrait ouvrir les portes d'un potentiel centre de préparation aux jeux, en Creuse. »

aussi



Le Dakar : au Pérou

Pour Anthony Boursaud, le rêve est devenu réalité. En effet, si le jeune pilote Boussaquin de 23 ans avait déjà goûté au Dakar comme membre de l'organisation l'an passé, c'est comme participant qu'il a pris le départ de cette compétition mythique en 2019 à Lima au Pérou.

Au soir de la huitième étape, comme un clin d'oeil à son département d'origine, il pointe à la 23ème place du classement général, un classement des plus prometteurs... Malheureusement, une chute lors de la neuvième et avant-dernière étape le contraint à abandonner. Plus de peur que de mal, après avoir été éjecté de sa monture, Anthony Boursaud est touché au poignet et à la hanche. Fin du périple...

L'aventure aura été inoubliable pour le jeune pilote, pour tous les Creusois qui ont suivi, jour après jour, son magnifique parcours.

Le Conseil départemental est fier de lui avoir apporté son soutien et le félicite d'avoir porté haut les couleurs de la Creuse lors de cette célèbre

Vos RDV avec le Département

Mômes à la page

La 5ème édition du Festival Mômes à la Page vous attend, le 22 juin, de 10 heures à 19 heures, à Chambonsur-Voueize. Au programme, des lectures, des séances de dédicaces avec les auteurs, mais également des ateliers autour du thème des jeux. Et nouveauté, cette année, l'équipe de la Direction de la lecture publique-Bibliothèque départementale vous propose un escape game (à partir de 8 ans). Réussirez-vous à vous échapper du bibliobus ?

Journées européennes du patrimoine

Le Conseil départemental et les Archives Départementales vous accueillent, le 22 septembre, pour ce désormais traditionnel évènement que sont les Journées du Patrimoine. Le matin, ce sont les portes de l'Hôtel du Département qui s'ouvrent pour des visites guidées des lieux... puis l'après-midi, rendez-vous aux Archives pour découvrir ses secrets autour de visites et de nombreuses animations pour tous.

T

La fête de la musique

Vendredi 21 juin, dès 20h, le Conseil départemental et les élèves du Conservatoire départemental Emile Goué vous invitent au voyage. Décollage immédiat direction New-York... Broadway, sa célèbre avenue et ses comédies musicales de renommée mondiale. Puis, en route vers le sud des Etats-Unis pour une escale aux airs de jazz avant de rentrer en France... en Creuse... pour quelques airs de musique trad'. Prêts à voyager ? Embarquez!

Coquelicontes

Du 13 au 26 mai, le festival itinérant Coquelicontes vient refleurir dans nos campagnes et s'arrête, le temps d'un conte, à l'Hôtel du Département, jeudi 23 mai, à 18h. Jérôme Douplat, poète et conteur naturaliste, vous confiera « Ce que m'ont dit les oiseaux (et autres bêtes sauvages) ». Un temps pour se laisser bercer entre conte et réalité... parmi les oiseaux, les arbres, l'eau, le vent et les plumes. (A partir de 11 ans / 8 ans accompagné)





Christmas 1926, 4º tombée de métier de la tenture de Tolkien.

Tapisserie, déjà 10 ans à l'Unesco

Voilà maintenant 10 ans que la tapisserie d'Aubusson est inscrite au Patrimoine culturel immatériel de l'humanité à l'Unesco. 10 ans d'une reconnaissance internationale des savoir-faire et techniques de cet art séculaire.

Après cinq promotions d'élèves lissiers, plusieurs ouvertures d'ateliers et des dizaines de créations contemporaines, la sauvegarde du savoir-faire semble assurée.

Dans cette dynamique, la Cité de la tapisserie accueillera les 27 et 28 août une « summer school » de l'université de Bordeaux, ouverte au public, pour des conférences et des visites thématiques orientées sur la question de l'interprétation tissée.

A l'occasion des Journées européennes du Patrimoine, les 21 et 22 septembre, la notion de tapisserie à 4 mains, ainsi que la présence d'une filière de production complète, seront à l'honneur, puisqu'elles ont été des axes prépondérants lors de l'inscription de la tapisserie d'Aubusson au Patrimoine culturel immatériel de l'Unesco. Ce sera l'occasion pour le public de (re)découvrir le processus de création d'une tapisserie, du carton au tissage.

2019 verra l'accrochage, haut en couleurs, d'une vingtaine de nouveautés dans la Nef - six siècles d'histoire de la tapisserie retracés, de nouvelles tombées de métiers de la Tenture Tolkien et l'exposition « Le Mur et l'Espace : Mutation de la tapisserie mondiale aux Biennales de Lausanne 1962-1969 » qui prendra ses quartiers du 28 juin au 6 octobre, en association avec la Fondation Toms Pauli de Lausanne.

Enfin, l'été rimera avec exclusivité, avec la tapisserie lauréate du Prix Marcel-Duchamp 2018, Clément Cogitore, au sein d'une installation de l'artiste sur la scène du théâtre d'Aubusson. A découvrir du 30 juin au 20 août.

Plus d'informations sur www.cite-tapisserie.fr



Exposition Au Tableau L

« Qui a eu cette idée folle, un jour d'inventer l'école ? » Si dans la culture populaire, Charlemagne semblerait être le coupable, lorsque l'on se penche un peu plus sur la question, on se rend compte que c'est un peu plus compliqué... c'est ce que vous propose de découvrir l'exposition « Au Tableau! », aux Archives Départementales. Odeur de la craie, de l'encre, des cahiers..., cours de récréation, de la figure de l'instituteur à celle de l'enfant, du certificat d'études à la cantine scolaire: un saut dans le temps garanti! A découvrir jusqu'au 21 juin 2019.





etaussi

Chemin Faisant Mémoires de 3 Déportés creusois

Conservation départementale du Patrimoine (CD23)

Editions Patrimoine de la Creuse - 2017 Prix: 5 euros

Ce livret retrace le terrible parcours de trois jeunes Creusois, arrêtés et déportés en 1944 pour faits de Résistance. Il permettra à chacun de



découvrir ou redécouvrir l'histoire de la Déportation à travers le témoignage bouleversant de ces trois survivants. Derrière ces récits, se cache un devoir de mémoire : transmettre aux jeunes générations l'histoire de leurs aïeux.

La Mention Rouge - Les Juifs dans la Creuse sous Vichy et l'Occupation (1940-1944)

Christophe Moreigne Editions Points d'Æncrage

Prix: 20 euros

La Mention Rouge de l'historien Ch. Moreigne fait revivre les Juifs hébergés en Creuse. Sur leurs papiers, a été apposée



à l'encre rouge la mention stigmatisante de leur judéité. Ils ont trouvé des gendarmes qui préviennent, des proviseurs bienveillants, des maires qui aident, des habitants qui prêtent un refuge... les Creusois et leur esprit de solidarité.

Les coups de cœur

SERVICE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL. LA BIBLIOTHÈQUE DÉPARTE-MENTALE DE LA CREUSE **EST LE SERVICE** CHARGÉ DE DÉVELOPPER LA LECTURE DANS LE DÉPARTEMENT, À TRAVERS LA CONSTITUTION DE COLLECTIONS, LA CRÉATION DE BIBLIOTHÈQUES, LA FORMATION OU ENCORE L'ANIMATION CULTURELLE. **DES PROFESSIONNELS** PASSIONNÉS, QUI VOUS FONT PARTAGER LEURS COUPS DE CŒUR.

Cher dragon

Emma Yarlett.-/ Editions Albin Michel-Jeunesse

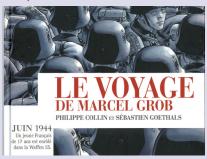


Alex a toujours rêvé d'avoir un dragon. Le jour où il en trouve un dans sa maison, il tente tout pour le garder.

Mais... cette adoption n'est pas sans risque! Un album plein d'humour, de surprises et de jeux de mots, avec des enveloppes à ouvrir et des lettres à déplier, à partir de 4 ans.

Le voyage de Marcel Grob

Philippe Collin et Sébastien Goethals / Ed. Futuropolis 2018



Interrogé par un jeune juge d'instruction, au crépuscule de sa vie, Marcel Grob, 83 ans, est rattrapé par son passé. A la toute fin de la Seconde guerre mondiale, il intègre la Waffen SS, à l'instar de 10 000 camarades alsaciens, tout juste âgés de 18 ans. Engagé volontaire ou enrôlé de force ? « Malgré-nous » ou criminel de querre? Le ping-pong de questions-réponses entre les deux hommes dévoile autant d'évènements effroyables que de doutes et d'interrogations.

A la découverte de la Nouvelle-Aguitaine

Inventaire sentimental et patrimonial / Editions Atlantica 2018



Notre département fait désormais partie de la grande région Nouvelle-Aquitaine. A l'aide de cet ouvrage, partez à la découverte de ce territoire qui s'étend d'Hendaye à Châtellerault et d'Arcachon à Brive. Vous serez sûrement séduit par les vins de Bordeaux, les circuits de randonnée ou bien encore par les pentes marines et blanches des plages d'Hossegor. Ce quide ne tient pas dans une poche mais il vous donnera de bonnes raisons de parcourir la région.

En application de l'article 9 de la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, un espace d'expression libre est réservé aux groupes d'élus de l'Assemblée départementale.

GROUPE D'UNION DE LA DROITE ET DU CENTRE

Un modèle de gestion



Entre le gouvernement qui a fait la sourde oreille face à une « bronca » identifiée sur les ronds-points avec leurs représentants les gilets jaunes, la crise de l'hiver dernier semble perdurer.

Les origines de cet épisode sont multiples : manque de considération des citoyens, crise de la représentativité, ignorance des difficultés quotidiennes des Français, baisse

du pouvoir d'achat et cela dure depuis plus de 30 ans.

Même si majoritairement les Français partageaient les revendications des gilets jaunes et avaient même de la sympathie pour le mouvement, rapidement et comme souvent, des perturbateurs sont venus dénaturer l'objet même des manifestations avec l'objectif de mettre à bas les institutions et donc la République.

Face à ces émeutes hebdomadaires de type insurrectionnelles, le pouvoir a semblé hésiter quant au rétablissement rapide de l'ordre républicain indispensable à toute reprise de dialogue.

Alors est apparu le « Grand Débat National », les Français en

attendent beaucoup, trop certainement, je pense que la montagne va accoucher d'une souris et in fine que restera-t-il de ces évènements ? Personne ne peut le dire...

Alors loin de cette agitation, le Conseil départemental travaille et avance avec une forte implication de notre majorité dans les 97 résolutions retenues dans le cadre du Plan Particulier pour la Creuse, mais également dans le rétablissement des finances départementales, préalable à l'élaboration du budget 2019.

Justement pour 2019, nous appliquons la bonne vieille recette du « dépensons ce que nous avons ». Le Département s'engage prioritairement dans des projets d'équipements répondant aux attentes des Creusois, aux enjeux des territoires, tout en étant pionnier dans des domaines d'avenir comme la santé et les nouvelles technologies. Quel pas en avant en près de 4 ans ! Et si la Creuse devenait un modèle de bonne gestion ?

Franck FOULON

Président du Groupe d'Union de la Droite et du Centre

GROUPE DE LA GAUCHE

La Creuse décroche?



Avec une reprise de la perte de population (-3000 habitants) entre les deux dernières phases de recensement et un taux de chômage record, la Creuse fait face à un double phénomène inquiétant.

Aussi, l'autosatisfaction affichée par la majorité départementale semble bien décalée au regard de cette réalité. Il est vrai que depuis quatre ans maintenant, nous, les

Creusois, ne voyons pas vraiment d'actions déterminantes du Conseil départemental, en dehors de la poursuite d'actions entamées de longue date.

Dans ce contexte morose, le budget 2019 du Conseil départemental a été voté : il faut être honnête et se réjouir de la vraie bouffée d'oxygène que représente le soutien budgétaire exceptionnel de l'Etat de 6 millions d'euros, dans un contexte financier toujours très contraint tant qu'il n'y aura pas une meilleure solidarité à l'égard des territoires ruraux. Le mouvement des « gilets jaunes » a pourtant

montré à ses débuts qu'il y a un fort sentiment d'abandon ressenti par les ruraux.

Pour revenir au budget 2019, il convient par ailleurs de ne pas être dupe des pièges ou astuces de l'affichage. En effet, il est tentant d'inscrire des crédits en hausse... et finalement de ne pas les consommer, comme cela a été le cas pour bien des secteurs sur plusieurs années (équipements culturels, aménagement et environnement, bâtiments...).

Au budget primitif 2019, le montant des investissements a été affiché à 41M€. Mais la majorité a dû reconnaître finalement que les « investissements réels » s'élèveraient à 17 ou 18 millions d'€ de moins. Là encore, nous prenons rendez-vous dans un an afin de constater sur le compte administratif 2019, les montants véritablement réalisés, les crédits et les actions effectivement engagés.

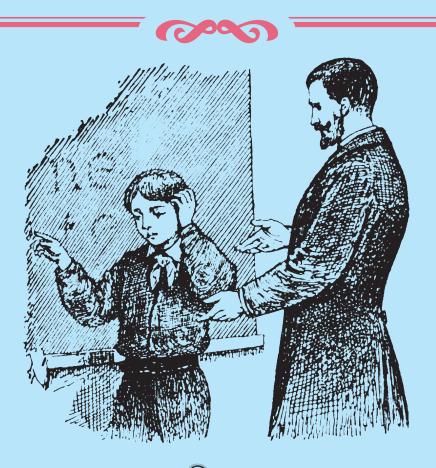
Ne confondons pas communiquer et agir. Il y a pourtant urgence.

Jean-Luc LÉGER Président du Groupe de la Gauche



AU TABLEAU

L'ÉCOLE PRIMAIRE DU XVII^e AU XX^e SIÈCLE DANS LA CREUSE





ĐU 4 ĐÉCEMBRE 2018 AU 21 JUIN 2019

Du lundi au jeudi : 8h30-17h Le vendredi : 8h30-16h



ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA CREUSE www.archives.creuse.fr

30, rue Franklin Roosevelt GUÉRET 05 44 30 26 50







